

**InFOéco 40 – 27 mars 2012**

## **Précarité énergétique: le cout de la f(r)acture**

Alors que les prix à la consommation ont augmenté de 2,3% en un an et que les prix des carburants à la pompe ont atteint de nouveaux records historiques en France (le litre de gazole, qui représente environ 80% des ventes de carburant, a atteint une moyenne de 1,4584 euro, dépassant ainsi son ancien pic de 1,4541 euro en mai 2008), le secteur de l'énergie illustre aujourd'hui pleinement les conséquences des dérives du capitalisme et de ses dérèglementations en matière de précarités, d'accentuation de la pauvreté et d'exclusion.

Le Médiateur national de l'énergie, une autorité administrative indépendante depuis 2008, vient de publier son bilan 2011.

[www.energie-mediateur.fr/actualites/detail\\_actualites/article/rapport-dactivite-2011.html](http://www.energie-mediateur.fr/actualites/detail_actualites/article/rapport-dactivite-2011.html)

Les cas de précarité énergétique ont très fortement augmenté en France, sous l'effet de la crise et de la hausse des factures d'électricité et de gaz. Le nombre de saisines du Médiateur a augmenté de 14% entre 2010 et 2011 (de 83% depuis 2008!). Sur ce total de 8044 saisines en 2011, le nombre de dossiers liés à des difficultés de paiement a grimpé de 80% par rapport à 2010 et représente plus de 15% de l'ensemble des saisines de l'année dernière (la dette moyenne de ces dossiers étant de 1.900 euros).

Le Médiateur rappelle notamment que les tarifs réglementés du gaz ont augmenté de 25% en deux ans (+ 60% depuis 2005), et ceux de l'électricité de 8%.

Ces hausses très importantes ont détérioré la situation financière déjà fragile de nombreux salariés, des «travailleurs pauvres», des foyers monoparentaux, des retraités aux faibles pensions, des titulaires des minima sociaux, des salariés licenciés et des personnes surendettées.

Selon l'INSEE, 3,8 millions de ménages sont en situation de précarité énergétique: c'est-à-dire qu'elles consacrent plus de 10% de leurs revenus à l'énergie. Cela pousse des ménages à se priver de chauffage ou à calfeutrer leurs habitations et limiter la circulation de l'air, au mépris de leur santé et de leur sécurité. Suite à l'hiver 2010/2011, le gouvernement reconnaissait que plus de 8 millions de personnes avaient souffert du froid faute de pouvoir se chauffer.

Et selon le Médiateur, les «coupures» ont elles aussi fortement augmenté: d'après ses estimations, au moins 500.000 consommateurs ont fait l'objet d'une réduction ou d'une suspension de fourniture d'énergie en 2011. La coupure est une menace qui «est utilisée de façon trop systématique par les fournisseurs, alors que l'énergie est un bien de première nécessité» selon le délégué général de la médiation. Celui-ci se plaint du silence des opérateurs, qui ne publient pas de chiffres sur ce sujet sensible, et réclame qu'ils les dévoilent.

Face à cette situation alarmante, le rapport juge les dispositifs existants (comme les tarifs sociaux de l'électricité et du gaz) insuffisants et parfois inadaptés. Il propose notamment l'instauration d'une trêve générale des coupures du 1er novembre au 15 mars pour l'ensemble des consommateurs, sur le modèle de la trêve hivernale des expulsions locatives (une trêve des coupures d'énergie est déjà appliquée mais seulement pour certains consommateurs), et l'instauration d'un "chèque énergie", qui viendrait se substituer aux tarifs sociaux.

Comme le dénonce régulièrement Force Ouvrière, cet exemple illustre surtout le fait que la «libéralisation du marché du gaz et de l'électricité» n'apporte rien aux consommateurs mais, au contraire, conduit à en exclure. En plus de cette précarité énergétique qui s'intensifie, le fait de transférer une partie de la production aux consommateurs (panneaux solaires, pompes à chaleur, etc) génère de nouvelles inégalités entre ceux pouvant investir pour s'équiper et les autres. Et cela accentue la remise en cause des services publics.

Cet exemple de précarité n'est pas unique: elle existe aussi en matière de soins (en 2011, 29% des Français ont reporté ou renoncé à des soins médicaux en raison de difficultés financières), de consommation alimentaire, de transport, de logement, etc. Les exemples sont nombreux où l'accès à des biens et à des services pourtant essentiels ou de droit ne peut plus être assuré, voire est refusé, par les ménages faute de ressources suffisantes.

Face à l'augmentation disproportionnée des prix des carburants et des loyers ou encore des tarifs de l'énergie, Force Ouvrière rappelle qu'il est de la responsabilité de l'Etat de régler, de contrôler et de sanctionner de tels excès. Cela exige que les services publics puissent disposer des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Force Ouvrière dénonce les décisions des pouvoirs publics d'augmenter ou de laisser augmenter régulièrement et de façon significative les prix du gaz et de l'électricité: ces hausses sont principalement supportées par les salariés et leurs familles. Le rapport rappelle d'ailleurs que la Commission de régulation de l'énergie estime que le prix de l'électricité pourrait encore grimper de 30% d'ici à 2016.

Dans le même temps, chacun constate les niveaux élevés des profits réalisés dans le même temps par les compagnies pétrolières. Presque toujours, la spéculation et le diktat des marchés sont les responsables de ces flambées des prix des carburants et de l'énergie. Et plusieurs «niches fiscales» encouragent de fait la spéculation énergétique.

C'est face à une telle situation que Force Ouvrière revendique, à nouveau, des politiques publiques permettant une régulation et un réel contrôle des coûts et des prix. C'est aussi pourquoi Force Ouvrière a combattu la privatisation du secteur de l'énergie ainsi que la loi de décembre 2010 relative à une Nouvelle organisation du marché de l'électricité (loi NOME) dont nous demandons l'abrogation.

L'augmentation du pouvoir d'achat est non seulement une nécessité sociale pour lutter en particulier contre ces précarités mais elle s'impose aussi du point de vue de l'efficacité économique. Elle est une des conditions du rééquilibrage de la répartition des richesses produites en faveur des revenus du travail. Elle permet l'accès aux biens essentiels tout en relançant la consommation.

Aussi, Force Ouvrière réitère sa revendication prioritaire d'augmentation des salaires, de la valeur du point d'indice dans la fonction publique, des pensions, des retraites et des minima sociaux afin de relancer la consommation et de renouer avec la création de vrais emplois.

En attendant, si les prix flambent, les salaires gèlent.

**Achevé de rédiger le 27 mars 2012**



<http://fovinatier.free.fr/>